

Pour diffusion immédiate

Lancement d'une pétition pour la révision de la réforme radicale du réseau de la santé prévue par le projet de loi 15

Montréal, le 16 novembre 2023. – Le Quebec Community Groups Network invite tous les Québécois à signer rapidement [une pétition](#) pour que le gouvernement provincial mette immédiatement en veilleuse son projet de loi 15, loi qui établirait une centralisation massive de la gestion des soins de santé et réduirait considérablement le rôle des communautés dans la gouvernance des établissements de santé et des services sociaux partout au Québec.

La limite pour signer la pétition n'est plus que de deux semaines, car on craint que le gouvernement se serve de la fin de la session parlementaire pour faire passer son projet de loi de 300 pages avant l'ajournement de l'Assemblée nationale, le 8 décembre, pour le congé des fêtes. Il s'agirait de la plus imposante législation jamais soumise à l'Assemblée, selon ce que nous avons appris, le 8 novembre, lors d'un [webinaire du QCGN sur le projet de loi 15](#).

« Nous avons entendu des experts dire que le projet de loi 15, axé sur la structure et la gouvernance, ne règlera pas les crises dans nos salles d'urgence, les retards dans les chirurgies, le manque de médecins de famille ou d'autres lacunes de notre système de soins de santé, a déclaré la présidente du QCGN, Eva Ludvig. Ce qu'il fera, ce sera de centraliser le contrôle par le gouvernement du réseau de la santé et des services sociaux sous une organisation parapluie appelée Santé Québec, à laquelle les 30 chefs des autorités régionales rendront compte. Il abolira également les conseils d'administration de tous les établissements locaux tout en retirant le rôle de gestion aux patients, aux familles, aux bénévoles et aux communautés – les personnes que le système de soins de santé est censé servir. »

Notons que six anciens premiers ministres du Québec, représentant différents partis politiques, ont pris l'initiative extraordinaire de rendre publique récemment une lettre adressée au gouvernement, l'exhortant à faire marche arrière sur un projet de loi qu'ils ont qualifié de « dangereux » et qui ne contribuerait guère à améliorer l'efficacité du réseau de la santé et des services sociaux.

« Le gouvernement du Québec avait étudié le système de santé plus centralisé de l'Alberta comme un modèle à imiter, a indiqué Sylvia Martin-Laforge, directrice générale du QCGN. Le problème, c'est que l'Alberta vient tout juste de commencer à démanteler son système centralisé et hypertrophié, en partie par manque d'efficacité pour remédier au manque de soins primaires et à l'engorgement des salles d'urgence – deux des plus gros problèmes du réseau de la santé du Québec. Le Québec veut-il vraiment suivre une voie qui a échoué ailleurs? »

Comme expliqué lors du webinaire, une plus grande centralisation aura également une incidence négative sur la gestion de l'accès aux services dans la langue de la minorité, car les comités locaux chargés des programmes d'accès aux services en langue anglaise seront remplacés par un organisme central, trop à l'écart des différentes communautés.

« Que ce soit dans le domaine de l'éducation ou de la santé, le gouvernement a démontré son penchant pour la centralisation du pouvoir et le contrôle, a repris Mme Ludvig. Nous prions les Québécois de prêter attention et de s'exprimer avant que le gouvernement ne passe son rouleau compresseur pour que son projet de loi devienne loi. »

La pétition exhorte le gouvernement du Québec à revoir le projet de loi 15 afin d'éviter ses effets négatifs sur les patients, les bénévoles, les chercheurs et les communautés locales; à tenir des consultations supplémentaires pour que les citoyens et les groupes, qui n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer, puissent le faire; et à modifier le projet de loi afin de préserver la gouvernance locale des services de santé et des services sociaux et les relations de proximité avec la communauté, y compris en langue anglaise.

Les personnes qui signeront la pétition en ligne recevront un courriel leur demandant de confirmer leur signature. Ce n'est qu'après avoir envoyé cette confirmation que leur signature sera ajoutée aux autres.

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui regroupe des organismes communautaires et des particuliers d'expression anglaise de tout le Québec. Sa mission consiste à cerner, explorer et aborder les enjeux stratégiques qui affectent le développement et la vitalité du Québec d'expression anglaise ainsi qu'à encourager le dialogue et la collaboration entre les parties.

Pour plus d'informations :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca

Téléphone : 438 270-0680 ou 514 912-6555